

Universal Periodic Review
(19th session, May –June 2014)
Contribution of UNESCO to Compilation of UN information
(to Part I. A. and to Part III - F, J, K, and P)

Democratic Republic of Congo

I. BACKGROUND AND FRAMEWORK

A. Scope of international obligations: Human rights treaties which fall within the competence of UNESCO and international instruments adopted by UNESCO

I.1. Table:

<i>Title</i>	<i>Date of ratification, accession or succession</i>	<i>Declarations /reservations</i>	<i>Recognition of specific competences of treaty bodies</i>	<i>Reference to the rights within UNESCO's fields of competence</i>
Convention against Discrimination in Education (1960)	Not state party to this Convention	<i>Reservations to this Convention shall not be permitted</i>		Right to education
Convention on Technical and Vocational Education. (1989)	Not state party to this Convention			Right to education
Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage (1972)	23/009/1974 Ratification			Right to take part in cultural life
Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003)	28/09/2010 Ratification			Right to take part in cultural life
Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005)	28/09/2010 Ratification			Right to take part in cultural life

II. Input to Part III. Implementation of international human rights obligations, taking into account applicable international humanitarian law to items F, J, K, and P

Right to education

Cadre constitutionnel:

2. La Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006¹ énonce qu'« **aucun Congolais ne peut, en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques ni en aucune autre matière, faire l'objet d'une mesure discriminatoire**, qu'elle résulte de la loi ou d'un acte de l'exécutif, en raison de sa religion, de son origine familiale, de sa condition sociale, de sa résidence, de ses opinions ou de ses convictions politiques, de son appartenance à une race, à une ethnie, à une tribu, à une minorité culturelle ou linguistique. » (**Article 13**).

3. L'**Article 43** reconnaît explicitement le droit à l'éducation et à un enseignement public, gratuit et obligatoire. Cet article énonce : « **Toute personne a droit à l'éducation scolaire.** [...] Les parents ont le droit de choisir le mode d'éducation à donner à leurs enfants. L'enseignement primaire est obligatoire et gratuit dans les établissements publics. ».

4. De plus, l'Article 45 précise que « les pouvoirs publics ont le devoir de promouvoir et d'assurer, par l'enseignement, l'éducation et la diffusion, le respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des devoirs du citoyen énoncés dans la Constitution. ».

Cadre législatif:

5. Le cadre législatif de base pour l'éducation de la République Démocratique du Congo est composé de²:

- **La loi-cadre no 86-005 du 22 septembre 1986 de l'enseignement national**, qui précise que l'enseignement est obligatoire pour tout enfant congolais garçon ou fille âgé de 6 à 15 ans et que l'obligation scolaire atteint tout enfant congolais entrant en première année primaire et cesse lorsque, sans les avoir achevées, il atteint l'âge de 15 ans.
- **Le cadre légal comprend également quelques textes réglementaires importants qui régissent l'enseignement national :**
 - **Pour l'enseignement primaire et secondaire :** i) l'ordonnance n° 88-092 du 7 juillet 1988 instituant un examen d'état en vue de l'obtention du diplôme d'études secondaires cycle long ; ii) l'ordonnance n° 91/232 du 15 août 1991 portant règlement d'administration relatif au personnel enseignant de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel ; iii) l'ordonnance n° 91/231 du 15 août 1991 portant règlement d'administration relatif au corps des inspecteurs de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel. La Direction générale de l'éducation non formelle a été créée par arrêté ministériel n° 0231/2006 du 22 décembre 2006.

¹ http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Constitution_de_la_RDC.pdf

² Bureau international de l'éducation, *Données mondiales de l'éducation*, septième édition 2010-2011, http://www.ibe.unesco.org/fileadmin/user_upload/Publications/WDE/2010/pdf-versions/Democratic_Republic_of_the_Congo.pdf

- **Pour l'enseignement supérieur et universitaire :** i) l'ordonnance-loi n° 82-004 du 6 février 1982 portant modification de l'ordonnance-loi n° 81-028 du 3 octobre 1981 relative à la collation de grades académiques au sein des instituts supérieurs techniques ; ii) l'ordonnance-loi n° 81-160 du 7 octobre 1981 portant statut du personnel de l'enseignement supérieur et universitaire.

Cadre des politiques:

Financement de l'enseignement

6. **À ce jour, il n'existe aucun établissement d'enseignement tant public que privé qui accorde la gratuité de l'enseignement aux enfants,** et ce depuis la promulgation de la loi-cadre de l'enseignement national qui dispose en ses articles 11, 111 et 114 que «les parents ont le droit de participer à la gestion de l'établissement d'enseignement auquel ils ont confié leur enfant. **Ils ont l'obligation de contribuer financièrement aux charges de cet établissement.**

7. L'État fixe chaque année le taux de la participation des parents aux charges des établissements publics d'enseignement. Le taux de participation des parents d'élèves aux charges des établissements privés d'enseignement est fixé par ceux-ci, de concert avec l'État et le représentant des parents.». En effet, cette obligation découlant des dispositions ci-dessus est lourde de conséquences eu égard au faible pouvoir d'achat de la majorité des parents qui ne peuvent faire face au coût élevé de frais scolaires variant entre 100 et 300 dollars par enfant et par an dans les milieux urbains.³

Défis pour la mise en œuvre du droit à l'éducation

8. **Les difficultés rencontrées en la République Démocratique du Congo pour la mise en œuvre du droit à l'éducation tel que voulu par l'article 12 du Pacte, recommandant la gratuité, sont de plusieurs ordres⁴:**

- a) L'insuffisance manifeste des crédits gouvernementaux alloués au secteur de l'enseignement national;
- b) La trop grande étendue du territoire national qui ne permet pas de résoudre facilement la problématique de la proximité apprenants-écoles;
- c) L'ignorance par une grande partie de la population congolaise des mécanismes de protection et de défense de son droit à l'éducation en particulier, et des textes légaux en général.

9. Il y a lieu de signaler que les changements ci-après ont eu un effet préjudiciable sur la jouissance du droit à l'éducation. Il s'agit notamment de l'inflation galopante réduisant le pouvoir d'achat des parents ayant déjà des faibles revenus, l'instabilité de la vie politique ayant occasionné les pillages des années 1991 et 1992, les guerres de 1996-1997 et de 1998-2001⁵.

³ Rapport du Conseil économique et social, *Application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, Session de fond de 2009, E/C.12/COD/5, 21/01/2009, p.63, accessible à : www2.ohchr.org/english/bodies/cescr/docs/E.C.12.COD.5_fr.doc (consulté le 11/06/2013)

⁴ *Ibid.*, p.64

⁵ *Ibid.*, p.70

- **Groupes vulnérables**⁶

10. **D'une manière générale, les groupes vulnérables et défavorisés ne jouissent pas du droit à l'éducation** pour diverses raisons liées pour les filles à la prédisposition aux mariages précoces, au faible revenu pour les familles pauvres, à l'éloignement des écoles pour les enfants des milieux ruraux et au coût élevé de l'éducation pour les enfants physiquement ou mentalement handicapés requérant une éducation dans les écoles spécialisées. En ce qui concerne les enfants des immigrants et des travailleurs migrants, les enfants appartenant à des minorités linguistiques, raciales, religieuses ou autres, et les enfants de population autochtones, ils jouissent du droit à l'éducation et à l'alphabétisation.

11. **Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a envisagé de prendre les mesures ci-après pour garantir l'égalité d'accès à tous les niveaux de l'enseignement:**

- a) Encadrer les populations à l'entretien et à la réhabilitation des infrastructures et fournitures scolaires;
- b) Accorder des facilités aux initiatives des populations œuvrant dans ce secteur, l'accès aux fournitures scolaires à bon marché, notamment par une politique fiscale plus adaptée;
- c) Assurer aux jeunes qui en ont la vocation la formation professionnelle au corps des métiers.

Coopération:

12. The Democratic Republic of Congo is not party to the 1960 UNESCO Convention against Discrimination in Education (CADE). It did not report to UNESCO on the measures taken for the implementation of the 1960 UNESCO Recommendation against Discrimination in Education within the framework of the:

- Sixth Consultation of Member States (covering the period 1994-1999).
- Seventh Consultation of Member States (covering the period 2000-2005).
- Eighth Consultation of Member States (covering the period 2006-2011).

13. The Democratic Republic of Congo did not report within the framework of the Fourth Consultation of Member States the measures taken for the implementation of the 1974 UNESCO Recommendation concerning Education for International Understanding, Co-operation and Peace and Education relating to Human Rights and Fundamental Freedoms (covering the period 2005-2008). It has not yet reported within the framework of the Fifth Consultation of Member States the measures taken for the implementation of the 1974 Recommendation (covering the period 2009-2012).

14. The Democratic Republic of Congo reported within the framework of the Second Consultation (2011) on the measures taken for the implementation of the 1976 Recommendation on the Development of Adult Education. However, it did not report for the First Consultation (1993).

⁶ *Ibid.*, p.69

15. The Democratic Republic of Congo is not party to 1989 UNESCO's Convention on Technical and Vocational Education.

Freedom of opinion and expression

Constitutional and Legislative Framework:

16. Freedom of expression is provided for in Article 23 and Article 24 of the Constitution of the Democratic Republic of Congo.

17. Defamation remains criminalized under Article 76 and Article 77 of the Penal Code and carries up to 5 years of prison sentence.

18. A freedom of information law does not currently exist in the country.

Media Self-Regulation:

19. Media self-regulatory mechanisms in the country remain weak. The High Authority on Media (HAM) is dependent on the government financially and a High Council of Broadcasting was created in 2009 yet soon became defunct.

Safety of Journalists:

20. UNESCO recorded three killing of journalists which took place in the Democratic Republic of Congo from 2008 to 2013 including Patient Chebeya Bankome, Didace Namujimbo, and Guylain Chandjaro⁷ The Director-General of UNESCO condemned these killings and called on the government to inform UNESCO, on a voluntary basis, of the actions taken to prevent the impunity of the perpetrators and to notify the Director-General of the status of the judicial inquiries conducted on each of the killings condemned by UNESCO⁸. No information has been provided so far concerning these cases.

III. RECOMMENDATIONS

Right to education

21. The Democratic Republic of Congo should be encouraged to ratify the 1960 UNESCO's Convention against Discrimination in Education.

⁷ UNESCO's Director-General's public statements of killings of journalists available at www.unesco.org/webworld/condemnation

⁸ Decision on the Safety of Journalists and the Issue of Impunity. Adopted by the IPDC Intergovernmental Council at its 27th Session (available at http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CI/CI/pdf/ipdc2010_safety_decision_final.pdf)

22. The Democratic Republic of Congo should be encouraged to submit state reports for the periodic consultations of UNESCO's education related standard-setting instruments, especially for the Convention against Discrimination in Education.
23. The Democratic Republic of Congo could be encouraged to consider adopting legal provisions to ensure primary education be free and compulsory for all children without discrimination.
24. The Democratic Republic of Congo could be encouraged to intensify its efforts to make primary education compulsory, free of all costs and accessible for all children.
25. The Democratic Republic of Congo could be encouraged to adopt measures to remove the burden of the costs of schooling for parents and to reduce geographical disparities.
26. The Democratic Republic of Congo could be encouraged to consider increasing financial resources allocated to national education in order to improve the quality of the education system and the working and living conditions for teachers.
27. The Democratic Republic of Congo could be encouraged to take additional measures to address high dropout rates and low achievement rates particularly among girls and women and to guarantee equal access to all levels of education.
28. The Democratic Republic of Congo could be encouraged to intensify its efforts to raise awareness on the right to education through national campaigns and human rights education and to better inform all groups of the population on their legal rights.

Freedom of opinion and expression

29. The Democratic Republic of Congo is encouraged to decriminalize defamation and place it under the civil code in accordance to the international standards.
30. The Democratic Republic of Congo is encouraged to begin introducing a freedom of information law that is in line with international standards.
31. UNESCO recommends further development of self-regulatory mechanisms of the media including capacity building and training in professional standards.
32. The Democratic Republic of Congo must ensure that journalists and media workers are able to practice their profession in a free and safe environment as part of their fundamental human rights and is called upon to investigate all attacks on journalists and media workers.

Freedom of scientific research

33. With regard to contribution of science and technology to development, the Democratic Republic of Congo is encouraged to report to UNESCO within the framework of the on-going consultations with Member States on the monitoring of the implementation and a possible

revision of the 1974 Recommendation on the Status of Scientific Researchers, in particular on the measures undertaken in the country to implement such principles of the Recommendation as the obligation of state authorities to ensure that scientific researchers have the responsibility and the right to work in a spirit of intellectual freedom; to participate in the determination of the aims, content and methods of research, which should be compatible with respect for universal human rights and fundamental freedoms, as well as ecological and social responsibility; to creativity, occupational mobility, international cooperation for furtherance of international peace, cooperation and understanding, etc.